

Durabilité

A long terme, la conservation des ressources naturelles ne réussira que si les utilisateurs des ressources ont la capacité sociale, technique, politique, et économique de réguler l'accès et l'utilisation de ces ressources.

En s'attachant à la durabilité des projets de conservation de la biodiversité, ce document a pour souci premier la pérennité des ressources naturelles que les projets cherchent à protéger, ainsi que la possibilité de conserver les activités mises en oeuvre quand de tels projets arrivent à leur terme. Ceci impliquerait le soutien au

niveau financier, institutionnel et politique et pourrait être incorporé dans le terme *durabilité sociale*, défini de diverses manières y compris (Borrini-Feyerabend 1997):

- ▣ Le maintien ou l'amélioration à long terme du bien-être des populations basés sur une distribution équitable des coûts et bénéfiques des systèmes de production;
- ▣ La présence de systèmes de gestion des ressources qui permettent la régénération

ou la reconstitution à long terme de la base de ressources qui, à son tour, dépendra de la résistance d'un écosystème spécifique; et

- ▣ Le compromis entre générations qui permet aux utilisateurs actuels de garantir aux générations futures le droit à une ressource de base et à un style de vie similaire.



LEA BORKENHAGEN

Lorsque les communautés interagissent avec les ressources naturelles de façon soutenable, le bien-être du peuple et de l'environnement en est amélioré.

Observations du Terrain

La plupart des projets BIOME avaient comme but ultime la pérennité des ressources naturelles. Pour parvenir à ce but, les approches comprenaient de limiter l'accès à la faune et la flore dans les zones protégées (ex: **DZANGA-SANGHA** et **LAC MBURO**); d'encourager l'utilisation raisonnable de la ressource, y compris des usages n'ayant pas trait à la consommation (ex: **CAMPFIRE** et **LIFE**); de fournir d'autres sources de subsistance afin de réduire la dépendance sur les ressources naturelles (ex: **VIE ET FORET**) et d'encourager la diversification et l'augmentation de la production de ressources (ex: **KENGO**).

De nombreux auteurs ont mis l'accent sur les liens intrinsèques entre les populations et la pérennité des ressources naturelles. Par exemple, Conway et Barbier (1988) et Chambers (1988) soutiennent que la ressource de base ne signifie pas grand chose si on la sépare des agents humains qui agissent sur l'environnement. Ce concept se propage à de nombreuses activités entreprises par les projets BIOME; parmi ces projets, nombreux sont ceux qui font des efforts consciencieux pour mettre en place des structures assurant que les activités entreprises ne seront pas éphémères. Le projet **DZANGA-SANGHA** avait favorisé la mise en place du Comité pour le Développement de Bayanga avec pour but de mettre en place une ONG locale où tous les groupes locaux ayant le pouvoir d'influencer le processus de décision seraient représentés. Dans un endroit où les groupes formant les communautés ne faisaient pas partie de la culture locale et où il y avait peu de cohésion sociale (le gros de la population résidant à cet endroit était composé d'immigrés arrivés récemment), cette action était nécessaire et avait de grandes chances d'être le point de départ de l'implication communautaire et du passage à l'action en termes de conservation. De nombreux projets (**CAMPFIRE**, **LIFE** et **NATURAMA**) avaient commencé des programmes de formation et autres activités dont le but était de renforcer les aptitudes au niveau local afin de permettre aux communautés de jouer un rôle réel dans la gestion de leurs ressources naturelles.

La viabilité financière a représenté un des aspects avec lesquels les projets BIOME se sont peut-être le plus débattus. La plupart des projets dépendaient du financement de bailleurs de fonds externes; la plupart de ceux-ci étaient prêts à financer des projets sur une période fixe dont la durée était beaucoup plus courte que ce que les exécutants du projet considéraient comme adéquate. Un certain nombre de projets BIOME permettent de tirer des leçons utiles sur les effets du manque de viabilité financière sur les projets de conservation de la biodiversité. Le projet du **LAC MBURO** avait débuté en 1991 grâce à un financement de trois ans accordé par l'organisation SIDA qui avait l'intention de prolonger son aide financière pour une période de trois ans supplémentaires. Les donateurs se sont

retirés au moment où la prolongation devait avoir lieu. La raison aurait été la restructuration et la nouvelle orientation au sein de SIDA. Entre le moment où le SIDA s'est retiré et le mois de juillet 1995, quand les fonds de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) ont été alloués, cela faisait deux ans que le projet fonctionnait avec un budget très limité et était quasiment arrivé à une situation d'inertie.

Au Mali, le projet **AMCFE** était un projet de recherche d'une durée de cinq mois dont le but ultime était de protéger des espèces de plantes utiles. Ce but devait être atteint grâce à l'identification, la documentation, la validation scientifique et la mobilisation de la communauté pour la production, la gestion et l'utilisation durable de ces plantes utiles. Les fonds avaient été alloués par BSP dans le cadre d'une phase d'étude de cinq mois mais, rien n'était prévu pour la diffusion et l'utilisation des résultats des recherches afin de promouvoir les initiatives envisagées par la communauté. C'est pourquoi le projet n'a pas continué après l'épuisement des fonds.

Conclusions

Ces exemples permettent de tirer un certain nombre de leçons.

☛ Les agences donatrices devraient être prêtes à s'impliquer financièrement sur des périodes plus longues et un niveau convenable.

Les gouvernements africains ont une capacité limitée à financer la conservation de la biodiversité dans leurs pays à cause de leurs ressources financières limitées et des demandes sans cesse croissantes en termes socio-économiques et autres qui pèsent sur le produit. Par conséquent, sans soutien financier externe, il est quasiment impossible de protéger efficacement la riche biodiversité du continent. Si la biodiversité est un atout mondial, alors, le coût de sa conservation doit être supporté par la communauté internationale et non uniquement par les nations qui l'abritent.

☛ Les responsables de l'exécution des projets devraient explorer plus d'une source de financement afin de subvenir aux besoins du projet.

Les agences allouant les fonds préfèrent souvent apporter leur soutien à des éléments spécifiques des activités du projet, ceux pour lesquels elles peuvent se voir attribuer le mérite de leur participation. Par conséquent, si les activités du projet sont réparties auprès de plusieurs agences, même si l'une d'entre elles se retire, certains aspects du projet peuvent continuer. Parmi les projets BIOME, huit d'entre eux ont trouvé leur financement auprès de deux sources ou plus et trois ont trouvé leur financement auprès d'une seule.

▮ Les projets devraient mobiliser des sources de financement locales.

Il est vrai qu'en Afrique, trouver le financement pour la conservation n'est pas aussi rémunérateur (en termes d'efforts à fournir et de résultats collectés) que cela peut l'être en Europe et aux Etats-Unis. Cependant, même s'ils risquent d'être modestes, il est possible de trouver des fonds et c'est aux ONG responsables de la conservation de trouver des moyens ingénieux et innovateurs pour avoir accès au peu de financement disponible. L'histoire d'un des responsables des Clubs pour la Faune et la Flore au Ghana (la branche cadette de la Société Ghanéenne pour la Faune et la Flore) illustre bien le degré d'innovation requis. Pour montrer leur implication, chaque membre d'un Club pour la Faune et la Flore doit s'acquitter de sa cotisation annuelle de ₵200, l'équivalent de \$0,10 U.S. Un responsable, maître d'école dans un village éloigné a dit, "Dans mon club, les enfants sont très enthousiastes, mais au village ils n'avaient pas les moyens de donner ₵200." Lors d'une réunion du club, il a abordé la question du paiement des cotisations et ils ont commencé à discuter de la façon dont ils pourraient trouver l'argent. Sa première suggestion a été que chaque enfant apporte de la nourriture qui pourrait être vendue pour récolter de l'argent. La réponse des enfants a été que leurs parents ne leur permettraient pas de faire cela. Soudain, un des enfants a dit, "Nous devrions apporter des balais; nous pouvons aller dans la brousse couper des branches de palmiers et faire des balais." Le jour suivant, ils ont ramené beaucoup de balais. Le responsable a amené les balais jusqu'à la ville la plus proche pour les vendre. Après trois voyages similaires, les enfants avaient collecté suffisamment d'argent non seulement pour payer leurs cotisations mais aussi pour acheter un Tee-shirt à l'effigie du Club pour chacun de ses membres.

▮ Les personnes responsables de l'exécution d'un projet devraient essayer de collecter ou produire les revenus nécessaires par l'intermédiaire des activités de conservation elles-mêmes.

C'est un domaine qui est mieux développé dans les pays d'Afrique de l'Est et en Afrique Australe que dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale. Cependant, les histoires du Ranch du gibier de Nazinga en Burkina Faso et du Parc National de Kakum au Ghana prouvent que, même dans des régions où les populations d'animaux sauvages sont peu importantes, les utilisations non destinées à la consommation de la faune et de la flore peuvent engendrer des revenus. Cependant, il est important de signaler que dans de tels cas, le soutien continu et à long terme est tout de même nécessaire avant que ces projets deviennent autosuffisants.